

CONCOURS D'ACCÈS AUX INSTITUTS RÉGIONAUX D'ADMINISTRATION

SESSION D'AUTOMNE 2021

2021-2-DGAFP-QCM-P

CONCOURS EXTERNE – CONCOURS INTERNE – TROISIÈME CONCOURS

Deuxième épreuve : questionnaire à choix multiples

Durée : 1 heure 30 – Coefficient 2

Extrait de l'arrêté du 28 mars 2019 fixant les règles d'organisation générale, la nature, la durée, le programme des épreuves et la discipline des concours d'entrée aux IRA (art. 3) :

« La deuxième épreuve d'admissibilité consiste en un questionnaire à choix multiples visant à vérifier les connaissances du candidat en matière de culture administrative et juridique, de finances publiques, d'organisation, de fonctionnement et de politiques des institutions européennes et de culture numérique, ainsi que son aptitude à la décision par le biais, le cas échéant, de mises en situation.

Elle comprend un nombre maximal de 120 questions, dont les deux tiers au plus relèvent de la culture administrative et juridique et des finances publiques. [...] »

CONSIGNES

Le sujet comporte 20 pages numérotées de 2 à 20.

Le QCM est composé de 120 questions ainsi réparties :

Culture administrative et juridique : 60 questions (n° 1 à 60)

Finances publiques : 20 questions (n° 61 à 80)

Organisation, fonctionnement
et politiques des institutions européennes : 20 questions (n° 81 à 100)

Culture numérique : 20 questions (n° 101 à 120)

Pour chaque question, une seule réponse est possible.

La réponse est apportée sur la grille en cochant la case (A. , B. ou C.) correspondant au choix du candidat.

Barème :

Bonne réponse : +1 point

Mauvaise réponse : -0,5 point

Abstention : 0 point

TRÈS IMPORTANT

- **Aucun document n'est autorisé durant cette épreuve.**
- **Avant de commencer cette épreuve, il vous est recommandé de vérifier le sujet et, le cas échéant, de signaler immédiatement aux surveillants toute anomalie (page manquante, document illisible, etc.).**
- **Les réponses aux questions doivent être complétées sur la grille dédiée, qui seule sera corrigée. Il est interdit aux candidats de signer la grille ou d'y mettre un signe quelconque pouvant en indiquer la provenance.**
- **Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer la provenance de la copie (exemples non limitatifs : identité, initiales, n° de candidat ou d'anonymat, lieu du centre d'épreuves, signature).**

Culture administrative et juridique

1. Les mesures d'ordre intérieur sont en principe :
 - A. susceptibles de recours pour excès de pouvoir
 - B. insusceptibles de recours pour excès de pouvoir
 - C. susceptibles de recours judiciaire

2. Le conflit négatif d'attribution oppose :
 - A. un ordre de juridiction se déclarant compétent et un autre ordre de juridiction se déclarant incompétent
 - B. deux ordres de juridiction se déclarant chacun compétent
 - C. deux ordres de juridiction se déclarant chacun incompétent

3. Comment étaient appelés les rapporteurs publics devant les juridictions administratives jusqu'en 2009 ?
 - A. Les commissaires de la République
 - B. Les commissaires du Gouvernement
 - C. Les commissaires de la loi

4. En matière de contentieux administratif :
 - A. le juge dirige seul l'instruction
 - B. la procédure est orale
 - C. la procédure n'est pas contradictoire

5. La procédure consultative consiste à :
 - A. saisir la population par voie de référendum
 - B. recueillir l'avis de l'opposition
 - C. solliciter l'avis d'une autorité individuelle ou d'un organisme avant de prendre une décision

6. Travaillant dans un service de ressources humaines, vous êtes consulté par un agent qui souhaite savoir s'il peut exercer librement une activité de photographe au titre des œuvres de l'esprit, vous lui répondez :
 - A. qu'il peut être photographe professionnel pour des mariages, baptêmes et pour diverses soirées événementielles
 - B. que les activités artistiques (un photographe qui photographie les montagnes, un illustrateur qui expose dans des galeries d'art...) relèvent du régime de libre exercice des œuvres de l'esprit
 - C. qu'aucune activité au titre des œuvres de l'esprit ne lui est permise par le code de la propriété intellectuelle

7. Quel est le principe évoqué par le Conseil d'Etat le 28 mai 1954 dans l'affaire Barel ?
 - A. Le principe de continuité du service public
 - B. Le principe d'égal accès aux emplois publics
 - C. Le principe de liberté d'aller et de venir

8. Lorsqu'une demande est adressée à une administration incompétente, cette dernière :
 - A. doit la transmettre à l'administration compétente et en aviser l'auteur
 - B. doit la retourner à son auteur
 - C. doit la classer purement et simplement

9. Par principe, le silence gardé pendant deux mois par l'administration :
 - A. vaut décision de rejet
 - B. vaut décision d'acceptation
 - C. oblige le demandeur à réitérer sa requête

10. Quel juge est compétent pour connaître des actions en réparation de dommages causés par un véhicule administratif ?
 - A. Le juge administratif ou le juge judiciaire, selon que le véhicule cause un dommage à une personne publique ou privée
 - B. Le juge administratif
 - C. Le juge judiciaire

11. Vous êtes un agent public d'une collectivité territoriale. Vous êtes amené à utiliser un véhicule de service. Vous est-il permis :
 - A. de stationner ce véhicule de service près d'une plage durant vos vacances d'été
 - B. de l'utiliser lors d'un déplacement professionnel avec un ordre de mission
 - C. de garer le véhicule tous les soirs à votre domicile dans votre garage

12. Le code de la commande publique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019, régit :
 - A. tous les contrats administratifs publics
 - B. les contrats à titre onéreux d'opérateurs privés
 - C. les marchés publics, les concessions et autres contrats publics mixtes

13. À quel grand principe du service public la décision du Conseil constitutionnel du 25 juillet 1979 a-t-elle reconnu une valeur constitutionnelle ?
 - A. la continuité
 - B. l'égalité
 - C. la mutabilité

14. Le fonctionnement du service public se caractérise notamment par :
- A. le principe de spécialité
 - B. le principe de protection
 - C. le principe de mutabilité
15. Vous êtes affecté(e) dans un centre des impôts. Un usager souhaite contester le montant de son assiette fiscale et vous demande comment procéder. Que devez-vous lui répondre ?
- A. Qu'il doit directement déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif
 - B. Qu'il doit, avant toute chose, formuler un recours administratif préalable auprès de son centre des impôts
 - C. Qu'en matière fiscale, il n'y a pas de contentieux possible
16. Vous êtes en poste au sein d'une direction des collectivités locales d'une préfecture. Un candidat aux élections départementales vous contacte afin de connaître la réglementation sur les conditions d'éligibilité. Vous informez votre interlocuteur que :
- A. le candidat doit avoir 20 ans révolus
 - B. le candidat doit être domicilié dans le département ou y être inscrit au rôle des contributions directes
 - C. le candidat n'est pas obligé d'avoir la qualité d'électeur
17. La région :
- A. ne peut exercer de tutelle sur les collectivités de son ressort
 - B. exerce une tutelle sur les communes de son ressort
 - C. exerce une tutelle sur les départements de son ressort
18. Sous la V^e République, l'Assemblée nationale a été dissoute à :
- A. 9 reprises
 - B. 5 reprises
 - C. 2 reprises
19. Qui négocie et ratifie les traités ?
- A. Le ministre des affaires étrangères
 - B. Le chef de l'Etat
 - C. Le Parlement
20. La Constitution de la V^e République a été adoptée par référendum le 28 septembre 1958. À quelle date a-t-elle été promulguée ?
- A. Le 4 octobre 1958
 - B. Le 7 novembre 1958
 - C. Le 6 décembre 1958
21. L'indépendance de l'autorité judiciaire est garantie par :
- A. le Conseil constitutionnel
 - B. le Conseil d'Etat
 - C. le Président de la République

22. Quel élément du droit positif français définit ce qu'est une Constitution ?
- A. L'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
 - B. L'article 16 de la Constitution de 1958
 - C. Le préambule de la Constitution de 1946
23. Élu dans le cadre d'une circonscription, chaque député, compte tenu de la mission de vote de la loi et de contrôle de l'action du Gouvernement dévolue à l'Assemblée nationale, a pour mission :
- A. de représenter le département où il a été élu
 - B. de représenter la Nation tout entière
 - C. de représenter sa circonscription d'élection
24. Le régime politique français repose sur le principe :
- A. de la souveraineté des institutions
 - B. de la souveraineté populaire
 - C. de la souveraineté nationale
25. Qu'est-ce qu'une ordonnance ?
- A. Un acte pris seul par le Président de la République
 - B. Un acte pris par le Gouvernement en matière législative
 - C. Un acte pris par le Parlement contre le Gouvernement
26. La Charte de l'environnement de 2004, qui a introduit de nouveaux principes, droits et devoirs en matière d'environnement dans le droit français, possède une valeur :
- A. constitutionnelle
 - B. symbolique
 - C. législative
27. Les "suffrages exprimés" dans le système électoral français correspondent à :
- A. tous les bulletins, en dehors des bulletins blancs ou nuls
 - B. tous les bulletins, en dehors des bulletins nuls
 - C. tous les bulletins déposés dans l'urne
28. Selon l'article 7 de la Constitution, en cas d'empêchement du Président du Sénat, l'interim des fonctions de Président de la République est confié :
- A. au Président de l'Assemblée nationale
 - B. au Gouvernement
 - C. au garde des sceaux
29. Dans la liste suivante, quel est l'acte dispensé du contreseing du Président de la République, ou pouvoir propre ?
- A. La nomination des hauts fonctionnaires
 - B. La nomination des ministres
 - C. La dissolution de l'Assemblée nationale

30. Une proposition de résolution à l'Assemblée nationale :
- A. peut-être rectifiée à tout moment par son auteur
 - B. ne peut jamais être rectifiée par son auteur
 - C. ne peut plus être rectifiée par son auteur après inscription à l'ordre du jour
31. Quelles sont les quatre positions administratives prévues par le statut général de la fonction publique ?
- A. Activité ; détachement ; disponibilité ; congé parental
 - B. Activité ; détachement ; mise à disposition ; congé parental
 - C. Activité ; détachement ; mise à disposition ; retraite
32. Votre employeur public vous demande de lui rappeler l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, vous lui répondez que :
- A. cette obligation ne concerne que le secteur privé
 - B. tout employeur public occupant au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent est tenu d'employer 6 % de personnes handicapées sur l'effectif total des agents rémunérés
 - C. tout employeur public occupant au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent est tenu d'employer 3 % de personnes handicapées sur l'effectif total des agents rémunérés
33. Le détachement est la position du fonctionnaire qui :
- A. placé hors de son administration ou service d'origine, cesse de bénéficier, dans cette position, de ses droits à l'avancement et à la retraite
 - B. demeure dans son corps d'origine et continue à percevoir la rémunération correspondante, mais exerce des fonctions hors du service où il a vocation à servir
 - C. placé hors de son corps d'origine, continue à bénéficier, dans ce corps, de ses droits à l'avancement et à la retraite
34. Vous êtes chef de service au ministère des armées. Un agent public vient vous faire part d'une agression sexuelle commise par un autre agent public, qui aurait tenté de l'embrasser contre son gré en le poussant contre un mur et en lui retenant les bras. L'enquête administrative fait apparaître que les faits sont avérés. Vous êtes tenu(e) de :
- A. faire un rappel à l'ordre aux deux agents d'autant plus qu'ils ont des relations amicales en dehors du travail
 - B. saisir le procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale, ces faits pouvant constituer un délit
 - C. mettre un avertissement à l'agresseur présumé
35. La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit :
- A. le maintien de deux instances indépendantes : le comité technique et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
 - B. la création de comités d'entreprise dans les administrations
 - C. la fusion du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en un comité social d'administration

36. Au sens du statut général des fonctionnaires, le conflit d'intérêts est défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions. Laquelle de ces situations constitue un conflit d'intérêts ?
- A. Un agent public participe à une réunion de travail où il rencontre une ancienne connaissance avec qui il a collaboré voilà plus de trente ans au sein d'un cabinet d'audit de gestion
 - B. Un agent public envisage de signer un contrat avec une société privée dirigée par l'un de ses descendants
 - C. Un chercheur public accompagne les travaux scientifiques d'un étudiant de 3^{ème} cycle. Il s'appuie sur des publications internationales d'organismes privés
37. Quelle est la durée annuelle du temps de travail des personnels dans la fonction publique ?
- A. 1607 heures
 - B. 1600 heures
 - C. 1593 heures
38. Qu'est-ce que la masse salariale de la fonction publique ?
- A. L'ensemble des dépenses de personnel
 - B. L'ensemble des dépenses de fonctionnement
 - C. Le nombre d'agents publics
39. Vous êtes chef de service. Un fonctionnaire de votre service voudrait pouvoir exercer une activité professionnelle supplémentaire, hors de son emploi actuel dans l'administration. Vous lui indiquez que :
- A. soumis à un principe d'exclusivité, les agents publics ont interdiction d'exercer une activité professionnelle hors de leur emploi dans l'administration
 - B. les agents publics peuvent cumuler l'exercice d'une autre activité professionnelle, sans restriction
 - C. soumis à un principe d'exclusivité, les agents publics peuvent toutefois bénéficier de certaines dérogations
40. Dans la fonction publique de l'Etat, le pouvoir disciplinaire appartient :
- A. au conseil de discipline
 - B. à l'autorité investie du pouvoir de nomination
 - C. au supérieur hiérarchique direct
41. L'exclusion temporaire de fonctions est une sanction qui peut être prononcée à l'encontre :
- A. des fonctionnaires titulaires uniquement
 - B. des fonctionnaires titulaires et des agents contractuels
 - C. des fonctionnaires titulaires, des fonctionnaires stagiaires et des agents contractuels

42. Connaissez-vous le nombre d'agents publics dans les trois fonctions publiques tel que publié par le ministère de la fonction publique ?
- A. 1,4 millions d'agents publics dans la fonction publique d'Etat
 - B. 5,6 millions d'agents publics
 - C. 7 millions d'agents publics dans la fonction publique territoriale
43. Un agent a fait grève une matinée, il vient vous voir car il ne comprend pas la retenue sur son salaire. Quelle est la règle de retenue applicable dans la fonction publique que vous lui indiquez ?
- A. La retenue sur salaire correspond à une retenue de 1/30^e de la rémunération mensuelle des agents publics
 - B. La retenue sur salaire n'est pas possible pour un service non fait inférieur à une journée
 - C. La retenue sur salaire correspond à la durée du service non fait, c'est-à-dire à une demi-journée
44. Vous êtes chef de bureau en préfecture. Un des agents placés sous votre responsabilité vous demande s'il peut adhérer à un parti politique. Que lui répondez-vous ?
- A. Qu'il est libre d'adhérer à un parti politique et n'a pas à demander l'autorisation
 - B. Qu'il doit demander l'autorisation au préfet
 - C. Qu'en tant qu'agent public, il n'a pas le droit d'adhérer à un parti politique
45. Combien de communes y a-t-il en France au 1^{er} janvier 2020 ?
- A. Environ 33 000
 - B. Environ 35 000
 - C. Environ 37 000
46. Un citoyen français peut être juré dans une affaire criminelle :
- A. parce qu'il a été tiré au sort sur une liste électorale
 - B. parce qu'il est désigné par un juge
 - C. parce qu'il est volontaire
47. Une fois transmis au contrôle de légalité, les actes des collectivités territoriales sont dits :
- A. obligatoires
 - B. contradictoires
 - C. exécutoires
48. Quel âge faut-il avoir, au minimum, pour être élu sénateur ?
- A. 20 ans
 - B. 24 ans
 - C. 30 ans
49. À quelle date la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a-t-elle été promulguée ?
- A. Le 12 juillet 1999
 - B. Le 28 mars 2003
 - C. Le 7 août 2015

50. Depuis la loi organique du 15 janvier 2021, le Conseil économique, social et environnemental peut être saisi par voie de pétition par au moins 150 000 personnes :
- A. âgées de 18 ans et plus, de nationalité française ou résidant régulièrement en France
 - B. âgées de 16 ans et plus, de nationalité française ou résidant régulièrement en France
 - C. âgées de 18 ans et plus
51. Par quel processus, institutionnel et administratif, l'Etat transfère-t-il des compétences aux collectivités territoriales ?
- A. La décentralisation
 - B. La déconcentration
 - C. La délocalisation
52. Le département devient une "collectivité territoriale" avec :
- A. la loi du 10 octobre 1971
 - B. la loi du 10 septembre 1921
 - C. la loi du 10 août 1871
53. De quel ministère dépend le Bureau central des cultes en France ?
- A. Du Ministère de la justice
 - B. Du Ministère de la culture
 - C. Du Ministère de l'intérieur
54. Laquelle de ces missions n'est pas exercée par le Conseil d'Etat ?
- A. Conseil du Gouvernement pour la préparation des projets de loi et de décret
 - B. L'élaboration des projets de décret
 - C. Juge ultime des activités des administrations
55. Quel type de structure, créé par le décret-loi du 30 octobre 1935, permet à des collectivités de s'associer entre elles ou avec des établissements publics ?
- A. Le syndicat mixte
 - B. La corporation mixte
 - C. La fédération mixte
56. Le Président du Sénat est :
- A. élu pour 3 ans
 - B. nommé pour 5 ans
 - C. désigné pour 6 ans
57. Dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, l'urbanisme et l'attribution des permis de construire sont une compétence :
- A. de l'Etat
 - B. de la région
 - C. de la commune

58. Laquelle des autorités administratives indépendantes suivantes a un pouvoir de sanction directe ?
- A. La Commission d'accès aux documents administratifs
 - B. Le Défenseur des droits
 - C. La Commission nationale informatique et libertés
59. Vous êtes chef de service et vous devez réorganiser votre service. Devant quel type d'instance devez-vous présenter votre projet ?
- A. Le comité technique
 - B. La commission administrative paritaire
 - C. Le conseil commun de la fonction publique
60. Alors que vous êtes fonctionnaire du ministère de l'intérieur, le doyen de la faculté de droit vous sollicite pour animer les séances de travaux dirigés de droit administratif des étudiants inscrits en deuxième année de licence. Que faites-vous, étant précisé que cette proposition vous intéresse énormément ?
- A. Avant de vous engager, vous saisissez votre autorité hiérarchique afin d'obtenir l'autorisation de cumuler cette activité d'enseignement avec vos fonctions
 - B. Vous acceptez immédiatement, sans autre formalité, compte tenu de la grande latitude dont vous bénéficiez dans l'aménagement de votre emploi du temps
 - C. Vous acceptez immédiatement, sans autre formalité, s'agissant d'une activité accessoire

Finances publiques

61. La loi de finances initiale (LFI) doit être adoptée par le Parlement au plus tard :
- A. le 1^{er} janvier de l'année N
 - B. le 31 décembre de l'année N-1
 - C. le 1^{er} mars de l'année N
62. Parmi les sept titres de présentation des crédits retenus dans la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), ne figurent pas :
- A. les dotations des pouvoirs publics
 - B. les dépenses d'opérations financières
 - C. les dépenses d'amortissement
63. La remise gracieuse de débet peut être accordée, à sa demande, au comptable public par :
- A. son supérieur hiérarchique
 - B. le ministre chargé du budget
 - C. la Cour des comptes
64. Citez la chronologie des phases administratives de la procédure comptable :
- A. engagement, liquidation, ordonnancement, paiement
 - B. ordonnancement, engagement, liquidation, paiement
 - C. liquidation, ordonnancement, engagement, paiement
65. La taxe sur la valeur ajoutée est, au sens de la LOLF :
- A. un prélèvement obligatoire
 - B. une recette non fiscale
 - C. une recette fiscale
66. La notion de déficit public correspond :
- A. au déficit des collectivités territoriales, de la sécurité sociale et de l'Etat
 - B. à l'endettement de l'Etat
 - C. au déficit budgétaire
67. Nouvellement installé dans un poste, le comptable peut, en cas de doute sur la gestion de son prédécesseur et ce, dans un délai de 6 mois :
- A. saisir la Cour des comptes
 - B. émettre des réserves
 - C. avertir l'inspection générale des finances

68. La loi de règlement (LR) :
- A. constate les résultats financiers de chaque année civile
 - B. modifie en cours d'exercice les dispositions de la LFI, compte tenu de l'évolution de la conjoncture économique et financière
 - C. fixe temporairement les comptes de l'année écoulée
69. Qu'est-ce qu'un CBCM ?
- A. Un contrôleur du budget et des charges mixtes
 - B. Un chef du bureau de contrôle des missions
 - C. Un contrôleur budgétaire et comptable ministériel
70. La possibilité de modifier la répartition des crédits entre deux programmes relevant du même périmètre ministériel correspond à :
- A. un décret de transfert
 - B. un décret de virement
 - C. un décret d'avance
71. Quelle est la limite fixée pour le report des crédits hors titre 2 ouverts en loi de finances initiale ?
- A. 4 %
 - B. 3 %
 - C. 2 %
72. La nomenclature des dépenses de l'Etat par destination se décompose en :
- A. missions
 - B. titres
 - C. prévisions
73. Un déficit budgétaire est caractérisé dans l'une des situations suivantes. Laquelle ?
- A. Les intérêts de l'emprunt représentent plus de 50% des dépenses
 - B. Les engagements réalisés ne pourront pas être honorés
 - C. Les recettes du budget général sont inférieures aux dépenses
74. Dans quelle annexe explicative sont contenus les projets annuels de performance (PAP) ?
- A. Jaune budgétaire
 - B. Bleu budgétaire
 - C. Orange budgétaire
75. Vous êtes rapporteur à la Cour des comptes, votre rôle est de juger les comptes :
- A. des ordonnateurs
 - B. des comptables publics
 - C. des élus

76. Vous occupez les fonctions de contrôleur budgétaire régional. Vous êtes un agent rattaché au :
- A. ministère de l'économie, des finances et de la relance
 - B. ministère de l'intérieur
 - C. ministère de tutelle de la mission
77. La LOLF a réformé un texte préexistant qui régissait la comptabilité publique. Il s'agit de :
- A. la loi organique de 1969
 - B. l'ordonnance de 1959
 - C. l'ordonnance de 1969
78. Le projet annuel de performance :
- A. analyse les prévisions de chaque recette budgétaire et présente les dépenses fiscales
 - B. retrace l'effort financier pour réduire la dette publique de l'Etat
 - C. présente par programme les actions, les objectifs poursuivis, les résultats à atteindre au moyen d'indicateurs précis
79. Le « Programme de stabilité » doit être impérativement envoyé chaque année :
- A. à la Commission européenne
 - B. à la Cour des comptes
 - C. au Président de l'Assemblée nationale
80. Vous êtes responsable d'un centre de services partagés, relié à un ordonnateur secondaire. Vous transmettez des factures au comptable public pour mise en paiement. Le comptable peut rejeter une facture pour l'une des raisons suivantes, laquelle ?
- A. En vous indiquant que le matériel acheté est trop cher par rapport aux autres factures qu'il peut recevoir
 - B. En vous indiquant que le prix du matériel acheté n'est pas conforme au bordereau de prix unitaire annexé au marché public
 - C. En vous indiquant que l'entreprise choisie n'a pas régularisé sa situation fiscale depuis son dernier contrôle

Organisation, fonctionnement et politiques des institutions européennes

81. Quelle est la politique commune de l'Union européenne (UE) la plus importante en termes de budget ?
- A. La politique agricole commune
 - B. La politique industrielle
 - C. La politique culturelle
82. En 2021, les ressources propres de l'Union européenne reposent sur :
- A. les contributions des Etats
 - B. les contributions des Etats, les droits de douanes
 - C. les contributions des Etats, les droits de douanes, la TVA
83. Quel pays, membre de l'Union européenne, n'a pas adopté l'euro ?
- A. Le Luxembourg
 - B. L'Irlande
 - C. Le Danemark
84. Dans le cadre du mécanisme de contrôle du principe de subsidiarité, les parlements nationaux peuvent :
- A. effectuer un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne
 - B. adresser un avis motivé aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne
 - C. prendre une résolution transmise au Parlement européen
85. La durée du mandat de la Commission européenne est de :
- A. 6 ans
 - B. 5 ans
 - C. 4 ans
86. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne consacre les 6 valeurs individuelles et universelles :
- A. liberté, égalité, solidarité, citoyenneté, justice et fraternité
 - B. liberté, égalité, solidarité, citoyenneté, justice et équité
 - C. liberté, égalité, solidarité, citoyenneté, justice et dignité
87. Quelle juridiction dépend de l'Union européenne ?
- A. La Cour de justice de l'Union européenne
 - B. La Cour européenne des droits de l'homme
 - C. La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

88. Les valeurs de l'Union européenne ont été affirmées pour la première fois par :
- A. le Traité de Lisbonne
 - B. la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
 - C. le Traité de Maastricht
89. Parmi ces Etats membres, lequel fait l'objet d'une procédure sur le fondement de l'article 7 du Traité sur l'Union européenne (TUE) ?
- A. La République tchèque
 - B. La Pologne
 - C. La Bulgarie
90. Quelle est la valeur juridique de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ?
- A. Inférieure à celle des traités
 - B. Identique à celle des traités
 - C. Elle n'a aucune valeur juridique
91. Quel est l'objectif de l'Autorité européenne du travail ?
- A. Se substituer aux Etats membres de l'Union européenne en matière d'inspection du travail d'ici 2025
 - B. Mettre en place un système de sécurité sociale au niveau de l'Union européenne d'ici 2025
 - C. Contribuer à assurer la mobilité équitable de la main d'œuvre dans l'Union européenne
92. Vous êtes en poste à la délégation aux affaires européennes et internationales du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Vous devez préparer des éléments de langage pour une intervention publique de la ministre qui encouragera la mobilité des étudiants. Vous valoriserez dans votre contribution les initiatives du programme :
- A. Erasmus +
 - B. Leonardo da Vinci
 - C. Jules Verne
93. Vous travaillez au bureau des étrangers d'une préfecture. Lors de l'examen du dossier d'un demandeur d'asile, vous constatez que cette demande relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Dans ce cadre, vous êtes chargé de la mise en œuvre du :
- A. règlement Berlin III
 - B. règlement Dublin III
 - C. règlement Schengen III
94. Parmi les Etats suivants, non membres de l'Union européenne, lequel a pour monnaie l'euro ?
- A. Le Kosovo
 - B. Le Liechtenstein
 - C. La Norvège

95. La directive Seveso porte sur les établissements :
- A. agricoles
 - B. de tourisme
 - C. classés à haut risque industriel
96. À quelle date est entré en vigueur l'accord de retrait qui entérine le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne ?
- A. Le 23 juin 2016 à minuit
 - B. Le 31 janvier 2020 à minuit
 - C. Le 31 décembre 2020 à minuit
97. L'adhésion d'un nouvel Etat à l'Union européenne requiert, de la part des Etats membres, une décision :
- A. à la majorité simple
 - B. à l'unanimité
 - C. à la majorité qualifiée
98. Quel pays n'est pas membre de l'Union européenne parce que ses citoyens ont refusé deux fois l'adhésion, par référendum en 1972 et en 1994 ?
- A. La Norvège
 - B. La Finlande
 - C. La Suisse
99. Quel traité a donné naissance à l'Union européenne ?
- A. Le traité de Lisbonne
 - B. Le traité de Rome
 - C. Le traité de Maastricht
100. Quel article du TUE permet à un Etat membre de se retirer volontairement de l'Union européenne ?
- A. L'article 50
 - B. L'article 72
 - C. L'article 101

Culture numérique

101. Au sujet de l'anonymisation des données personnelles, le règlement général sur la protection des données (RGPD) :
- A. comporte une obligation générale qui s'applique à tous les organismes traitant des données personnelles
 - B. ne comporte pas d'obligation générale d'anonymisation, il s'agit d'une solution parmi d'autres
 - C. effectue une distinction entre les organismes privés et publics
102. Votre administration souhaite mettre en place la consultation de documents via une authentification par des dispositifs biométriques, elle vous demande si cela est possible immédiatement, ou s'il faut obtenir une autorisation. Vous lui répondez qu'il est nécessaire d'effectuer une demande d'autorisation auprès :
- A. de la préfecture
 - B. des services de police
 - C. de la Commission nationale de l'informatique et des libertés
103. Le chef d'établissement de votre lycée souhaite mettre les photos des personnels de son lycée sur le site internet, il doit :
- A. demander l'autorisation à chacun des personnels et aux autorités de tutelles
 - B. demander l'autorisation à chacun des personnels
 - C. c'est interdit, les photos des agents publics sont confidentielles
104. Quel est le nom du service en ligne proposé par l'Etat pour sécuriser et simplifier la connexion à plus de 700 services en ligne ?
- A. FranceConnect
 - B. Service public
 - C. Place de l'emploi public
105. Que permet de faire la plateforme « internet-signalement.gouv.fr » (anciennement PHAROS), gérée par le ministère de l'intérieur ?
- A. Signaler de façon dématérialisée des infractions au code de la route
 - B. Signaler la présence de contenu illicite sur internet
 - C. Déposer une pré-plainte en ligne
106. Votre direction vous demande de simplifier le circuit de validation et de signature des documents de votre service. Dans ce cadre, vous décidez de mettre en place une signature électronique qualifiée. En quoi consiste cette dernière ?
- A. Une copie scannée de la signature physique appliquée sur le document
 - B. Une signature effectuée sur le document via une tablette et un stylet
 - C. Une certification chiffrée et cryptée de la validation du document

107. Le plan France Très haut débit (THD), lancé au printemps 2013, vise à couvrir l'intégralité du territoire en très haut débit, d'ici à :
- A. 2022
 - B. 2024
 - C. 2026
108. Quel est l'un des piliers du marché unique numérique ?
- A. Centraliser sur un serveur les données numériques européennes
 - B. Améliorer l'accès aux biens et services numériques dans toute l'Union européenne pour les consommateurs et les entreprises
 - C. Créer un marché numérique réservé aux citoyens européens
109. L'un des objectifs principaux de l'intranet d'une administration publique est de :
- A. favoriser l'accessibilité en interne des contenus et services proposés par cette administration
 - B. créer des recettes financières pour alimenter le budget de cette administration
 - C. faire de la publicité pour des enseignes commerciales partenaires de cette administration
110. Vous prenez votre poste en tant que gestionnaire d'un établissement scolaire du second degré, le chef d'établissement souhaite placer des caméras de vidéosurveillance à l'entrée du lycée. Les caméras peuvent être orientées pour filmer :
- A. exclusivement l'entrée du lycée
 - B. toute la rue
 - C. l'entrée du lycée et ses abords
111. Pourquoi parle-t-on d'encodage des caractères en informatique ?
- A. Parce qu'un ordinateur travaille seulement avec des lettres (de A à Z)
 - B. Parce qu'un ordinateur travaille seulement en binaire (avec des 0 et des 1)
 - C. Pour compresser des données
112. Qu'est-ce qu'un FAI ?
- A. Un fournisseur d'accès à internet
 - B. Un fournisseur d'accès à l'innovation
 - C. Un fournisseur d'accès informatique
113. Un lien hypertexte permet :
- A. d'accéder à des informations reliées entre elles
 - B. de compléter automatiquement la saisie d'un document
 - C. de créer une arborescence de données en mémoire
114. Le réseau minitel a cessé d'être exploité en :
- A. 1998
 - B. 2005
 - C. 2012

115. Le Comité Européen de la Protection des Données :
- A. a pour mission de désigner les référents RGPD des Etats membres de l'Union européenne
 - B. garantit l'application du RGPD dans les Etats membres de l'Union européenne
 - C. élabore la réglementation du droit d'accès à internet dans l'Union européenne
116. De quoi vous protège un antivirus ?
- A. De toutes les tentatives de piratage
 - B. De tous les virus
 - C. De certains virus, logiciels malveillants et comportements suspects
117. Que signifie HDMI en français ?
- A. Haut débit multi interface
 - B. Haute définition multicanal interfacé
 - C. Interface multimédia à haute définition
118. Un *data center* (centre de données) est :
- A. une infrastructure composée d'ordinateurs et d'espaces de stockage d'informations sous forme numérique
 - B. une base de données accessible au public
 - C. un fournisseur de services *cloud* (nuage)
119. Qu'est-ce que la RAM ?
- A. La mémoire du disque dur d'un ordinateur
 - B. La mémoire vive d'un ordinateur
 - C. Une mémoire supplémentaire externe d'un ordinateur
120. Une photo publiée sur les réseaux sociaux :
- A. reste soumise aux règles du droit d'auteur
 - B. devient la propriété du réseau social qui l'héberge
 - C. devient libre de droits

